

Banque nationale

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **25 (1988)**

Heft 896

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Selon que vous serez puissants ou misérables

(ag) Le président de la Banque nationale suisse, M. Languetin, a pris un plaisir ironique à faire constater la coïncidence des chiffres: 140 d'un côté, 140 de l'autre. Les banques centrales, décidées à soutenir le billet vert, ont acheté pour 140 milliards de dollars. Du même coup, elles ont financé le déficit de la balance des revenus des Etats-Unis. Avec ces dollars, elles ont aussi souscrit pour une part des bons du Trésor américain assurant le financement du déficit gigantesque du budget fédéral.

Tout tourne donc très rond. Les Etats-Unis assument une charge écrasante de dépenses militaires. Le Japon, l'Allemagne, la Suisse (et quelques autres) qui n'entretiennent pas d'armes nucléaires, financent l'endettement américain. Ainsi soulagés, les Etats-Unis peuvent vendre leurs surplus agricoles à des prix de dumping, que la Communauté européenne s'efforce péniblement de suivre, pour le grand bénéfice de l'URSS, qui ainsi subventionnée, supporte mieux un budget d'armement tout aussi écrasant que celui des Etats-Unis... qui ne sauraient donc relâcher leur effort, qui, etc. L'équilibre mondial, ce n'est pas une balance, c'est un carrousel.

Reste le tiers monde, hors du circuit.

Combien, la Suisse?

Quand M. Languetin révèle le chiffre du soutien international de la monnaie américaine, il ne précise pas quelle fut, dans le montant global, la part de la Suisse. Et personne, apparemment, pour s'en étonner.

Risquons une estimation! Le produit intérieur suisse (PIB) correspond au 1% du PIB des pays de l'OCDE. Mais la part suisse à l'activité financière mondiale est de l'ordre de 9%. En pondérant du coefficient 3 notre poids économique, et du coefficient 1, notre poids financier, on obtiendrait une participation de 4%, soit en francs suisses quelque chose (si l'on ose dire) comme 7 ou 8 milliards. Dollars achetés à perte, la moins-value s'amenuisant au fur et à

mesure que le dollar se stabilisait.

La participation suisse, au soutien du dollar, s'est en tout cas chiffrée par une perte de plusieurs centaines de millions. Peut-être 700 millions, soit l'équivalent de notre soutien annuel au tiers monde par le budget de la Confédération.

Que la Banque nationale ait tenu à jouer le jeu de la régulation monétaire n'est pas contesté, vu l'importance de la place financière suisse, mais pourquoi ce secret domestique, même rétrospectif, alors que les chiffres mondiaux nous sont communiqués.

Question simple: ce que nous consentons pour la monnaie de la nation la plus puissante au monde ne devrait-il pas impliquer un effort de solidarité parallèle pour les pays les plus pauvres?

Concrètement possible

L'objection vient d'emblée, ne pas mélanger ce qui appartient à des domaines différents: l'aide publique qui ressortit au budget de l'Etat et la gestion de la monnaie et du marché des changes qui sont gouvernés par les banques centrales.

Mais certains pays attribuent à l'Etat les dividendes ou la participation au bénéfice de la banque centrale. Là, les vases communiquent. Le Trésor américain a racheté, à des conditions définies, des créances de banques américaines sur le Mexique. La pratique est plus souple que la définition théorique.

Au vu de la balance des comptes courants, le produit des placements de devises de la Banque nationale est considérable. En 1986, quoique en recul d'un milliard sur l'année précédente, il se chiffre à 2,4 milliards. Sur de tels montants qui permettent d'absorber sans douleur les pertes du soutien au dollar, n'est-il pas possible de consacrer quelques centaines de millions au dépannage des pays les plus pauvres?

Les pays endettés n'obtiennent plus de crédits commerciaux. Dès que les banques ont atteint le plafond des avances que peut autoriser une gestion prudente

et des provisions qui couvrent ces risques spécifiques, elles n'ouvrent plus leur guichet. On ne prête guère aux pauvres, c'est encore plus vrai aujourd'hui pour les pays pauvres.

Proposition

La Banque nationale pourrait racheter des créances anciennes lorsqu'une banque suisse consent l'ouverture d'un nouveau crédit. On peut imaginer sans entrer dans le détail les conditions à remplir: qualité du projet nouveau à financer, niveau de l'effort déjà consenti, etc... Cette suggestion aurait l'avantage de lier l'abolition d'une dette à une dynamique du développement et d'éviter l'arbitraire du choix des bénéficiaires. Mille variantes sont imaginables, y compris sous des formes multilatérales. DP insistera sans se lasser. Et la litanie sera la suivante:

Les bénéfices non distribués de la Banque nationale sont gigantesques. S'ils permettent à notre pays de jouer le jeu du soutien au dollar pour plusieurs centaines de millions, ils doivent aussi permettre d'aider les pays les plus pauvres que le poids des dettes accumulées empêche de respirer et de progresser. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

Jean-Daniel Delley (jd)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Points de vue:

Jean-Louis Cornuz, Jean-Luc Seylaz

Invité: René Meylan

Abonnement:

65 francs pour une année

Administration, rédaction:

Case postale 2612, Saint Pierre 1

1002 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Liliane Berthoud, Pierre Imhof

Jean-Luc Seylaz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA